

## Questions à

Madame le Dr. M.-P. Molitor-Peffer

Selon votre estimation combien d'avortements sont pratiqués par les femmes habitant au Luxembourg (Luxembourgeoises et étrangères) et quelles sont les raisons pour pratiquer un avortement?

Puisque l'avortement est clandestin, il est difficile d'estimer le nombre d'avortements illégaux dans ce pays. Mais d'après le nombre de complications suite à des initiatives d'avortement d'une part, et le nombre de femmes venant se faire contrôler médicalement après une interruption de grossesse à l'étranger d'autre part, on peut estimer qu'il y a en moyenne 2 avortements par jour au moins. Cela constituerait entre 700 et 1000 avortements par an.

Selon vous quelles sont les solutions pour prévenir les avortements et croyez-vous que le projet de loi résoud le problème de l'avortement?

Estimez-vous qu'à longue échéance l'éducation sexuelle résoudra le problème de l'avortement?

Les solutions à long terme qui peuvent éviter les situations de grossesses non désirées, sources les plus fréquentes d'avortements, sont celles contenues dans le texte de loi gouvernemental sur l'information et l'éducation sexuelle et la contraception. Une information sexuelle obligatoire dès le plus jeune âge, complétée par l'école à tous les niveaux et comprenant des notions précises et objectives sur les différentes méthodes de contraception mène à une attitude responsable devant le partenaire et devant la vie. Il est très important de faire comprendre que la sexualité n'est pas seulement génitalité, mais bien plus encore affectivité. C'est pourquoi cette éducation doit aider aussi à assumer une sexualité saine et équilibrée, délivrée des tabous anciens (honte, péché) aussi bien que des tabous nouveaux (sexe-consommation, sexe-prestige, femme-objet sexuel). Elle doit enfin amener les jeunes et les moins jeunes à harmoniser leurs relations, à les reconsidérer le cas échéant envers l'autre et à rendre plus vraie leur communication. Envisagée de cette façon il est certain que l'éducation sexuelle permettra d'éviter à longue échéance la grande majorité des avortements. Mais je doute fort que cela se réalise du jour au lendemain. N'oublions pas que l'avortement est aussi vieux que l'humanité et qu'au niveau psycho-affectif et sexuel se jouent des motivations inconscientes et irrationnelles qui peuvent aboutir quelquefois à la conception d'un enfant rejeté après coup.

A court terme il existe trois solutions au problème de l'avortement illégal: l'acceptation de l'état de grossesse non voulue; elle n'aboutit pas toujours au bien physique et mental de l'enfant, ni de ceux de la famille (mère trop jeune, instable ou trop âgée, dans les deux cas risques de malformations fœtales).

L'accouchement anonyme et l'adoption. Cette solution exige une guidance et un soutien particulier de la jeune femme et cela bien au-delà de la naissance de l'enfant. L'interruption médicale de la grossesse. Sous ce rapport le projet gouvernemental me semble très valable puisqu'il prévoit l'information des femmes enceintes en difficultés sur toutes les alternatives. Il permet en dernier ressort de pratiquer enfin légalement des interventions qui se font de toute façon contre la loi et presque au vu et su de tout le monde. Il importe aussi que la femme puisse décider en accord avec son médecin, et non pas quelqu'un d'autre, magistrat, instance sociale, commission etc. Cela n'empêchera pas, et l'expérience l'a montré dans d'autres pays, et quelle que soit la législation adoptée, que des médecins refuseront de pratiquer l'interruption de grossesse, que des femmes soient renvoyées de façon rébarbative, sans que l'on n'ait essayé ni de les écouter ni de les aider, même moralement. Un certain nombre d'entre elles continueront à avoir recours à l'avortement clandestin pendant un certain temps encore.

En fait, une loi, même si elle a une influence sur les mentalités, ne saurait se substituer à la conscience des gens. C'est pourquoi la seule solution réside en un changement des mentalités face à la parenté, face à l'enfant. On ne fait pas des enfants comme des petits lapins. Chez les animaux, avec la naissance, tout ou presque est joué. Chez le petit d'homme, tout commence avec la naissance: besoins affectifs, soins, écoute, attention, tendresse, dialogue, tout ce dont il a besoin pendant ces longues années de son chemin vers une maturité de corps et d'esprit. Cela ne se fait pas sans une meilleure qualité de la communication entre hommes et femmes, ni sans l'amélioration simultanée de la condition féminine: travail à mi-temps, congés de parents, aires de jeux, aide familiale etc. Est nécessaire aussi une organisation de la vie qui ne place pas son but principal dans la course au succès (même au niveau scolaire des enfants) mais dans la qualité humaine, l'entretien de meilleures relations interhumaines et personnalisantes dès le plus jeune âge. L'enfant doit être pris au sérieux, pas seulement pendant la grossesse, pas seulement comme bébé, pas seulement comme objet de consommation ou de prestige (festins de première communion p.ex.) mais dans ses besoins personnels, affectifs et intellectuels. Il doit devenir très tôt un interlocuteur valable dont on tient compte et non pas un petit gêneur qu'on pousse de côté. Cela aussi il faut le pratiquer dans la famille, à l'école et dans la société.

Actuellement on parle de démedicaliser l'avortement (méthodes par lesquelles la femme pourrait pratiquer elle-même un avortement?). Qu'en pensez-vous?

Les méthodes dites non médicales pour interrompre une grossesse sont au nombre de deux. D'une part l'aspiration menstruelle: chaque mois, au moment de ses règles, la femme peut respirer à l'aide d'une canule souple en plastic le contenu utérin, qu'il y ait eu fécondation ou non. Cette méthode est pratiquée par certains groupes de femmes en RFA, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. Il peut en résulter des infections plus ou moins graves. C'est en somme une pratique à déconseiller à mon avis. L'autre méthode consiste à provoquer des contractions utérines au moyen de substances appelées les prostaglandines. Il devrait en résulter l'expulsion de l'oeuf. En fait cette méthode n'est pas encore au point à l'heure actuelle pour les grossesses débutantes. Elle est surtout utilisée en médecine pour déclencher l'accouchement ou pour provoquer des interruptions de grossesse à partir du 4ème mois au plus tôt. Elle donne toujours lieu à des nausées et des vomissements, des diarrhées, quelquefois des chocs ou des collapsus graves. Elle nécessite la présence et la surveillance médicale. C'est dire qu'elle ne saurait être utilisée par une femme seule à l'heure actuelle.

### Das Recht auf Leben Ist ein fundamentales Menschenrecht

8. Der Schutz des Lebens, auch des ungeborenen Lebens, ist nicht bloß eine Forderung des christlichen Glaubens, die nur die Katholiken verpflichtet würde, sondern sie gehört zu den elementarsten Forderungen der Menschenrechte und des menschlichen Zusammenlebens einfachhin.

9. Es geht daher in dieser Frage der Abtreibung nicht in erster Linie um eine spezifische Lehre der Kirche, sondern um ein Grundgesetz der Menschheit: Niemand hat das Recht, über das Leben eines unschuldigen Menschen zu verfügen.

16. Eine Vorfrage stellt sich als Grundproblem: Ist der Fötus ein menschliches Wesen?

Die moderne Biologie hat eindeutig nachgewiesen, daß es kein vor-menschliches Stadium des Embryos im Mutter Schoß gibt. Manche wollen trotzdem, um die Forderungen der Sittlichkeit zu umgehen und eine Liberalisierung der Abtreibung zu rechtfertigen, den menschlichen Charakter des Embryos und des Fötus in Zweifel ziehen.

(aus der Erklärung des Bischofs von Luxemburg zum Schutz des ungeborenen Lebens, 2.2.1975 - id. Auszüge SS. 9, 10, 11, 12)

Selon vous l'embryon est-il un être humain ou non, et si oui, à partir de quel mois de la grossesse?

L'embryon humain est un être humain en devenir, une promesse d'homme, rien de plus. Ce n'est qu'à partir du 4ème mois que son cerveau se différencie de telle façon que

les conditions d'une humanisation, puis d'une socialisation soient données et encore pas toujours! En médecine on ne parle d'enfant qu'à partir du moment où un fœtus est devenu viable, c'est-à-dire où il a des chances de survivre en dehors du sein maternel, ce qui correspond au 7ème mois de la grossesse. Auparavant c'est un produit de conception dont l'avenir est incertain. En effet, 40% environ des ovules fécondés sont expulsés spontanément entre la 6ème et la 10ème semaine de grossesse. Nous médecins aurions tort de freiner ce processus car il en résulterait un être gravement malformé qui n'a souvent qu'une vague apparence humaine. La nature élimine les oeufs par trop atteints génétiquement. Et l'homme n'est-il pas le maître de la nature? C'est pourquoi je trouve le débat tel qu'il est mené actuellement tout à fait superflu. Il y a d'autres raisons que des causes génétiques qui peuvent compromettre toutes chances pour un enfant à naître. Tant que la femme est enceinte elle assume toute seule l'existence du fœtus, à ses propres risques et périls. Tant mieux si elle les accepte. Mais si elle les juge intolérables pour elle ou pour l'enfant, il me paraît tout à fait logique et naturel qu'elle décide elle-même. Le choix, le libre choix d'une maternité doit revenir prioritairement à la femme. Toute femme à la conscience éclairée est capable de faire un choix juste. Evidemment si on la maintient dans l'infantilisme, si on lui dénie le droit de s'informer et d'éclairer sa conscience, comme c'est le cas assez paradoxalement dans les pays très catholiques, il ne faut pas s'étonner à ce qu'elle voit dans l'avortement une méthode de régulation des naissances. Je ne plaide pas pour l'avortement qui est la pire des solutions. Mais s'il doit être fait je suis d'avis que la femme en décide et qu'il soit limité aux 10 premières semaines, sauf raison médicale grave.

Par quelles méthodes pourrait-on sensibiliser les gens qui ne viennent pas au Planning Familial et qui n'ont pas connu d'éducation sexuelle par l'école?

Pour arriver plus vite à une attitude responsable devant la vie et la parenté il faudrait instituer des programmes d'information à travers les mass-média. Rendre les parents et les adolescents responsables, c'est leur montrer clairement quels sont les moyens à prendre pour éviter le risque d'une grossesse non voulue. Conscience ne va pas sans science. Cette information devrait être aussi large et objective que possible. Les parents, les éducateurs et les médecins devraient être sensibilisés bien davantage à l'importance de leur rôle en matière de sexualité humaine et de parenté responsable. Ils devraient avoir les possibilités, si ce n'est l'obligation de s'y préparer. Chacun devrait prendre conscience du fait que la planification familiale est une affaire qui le concerne personnellement, directement. Chacun devrait savoir qu'il n'a le droit d'avoir des rapports sexuels sans moyen contraceptif qu'au moment où il désire un enfant. Personne n'a le droit de jouer le sort d'un enfant. Mais dans ce domaine nous sommes très, très en retard. Rattraper le temps perdu ne se fera pas en quelques années. Il n'y a pas non plus de solution-éclair.